CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 56.452/4
du 2 juillet 2014

sur

un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'déterminant la composition du dossier de demande de permis d'urbanisme'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 56.452/4
van 2 juli 2014

over

een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering 'tot vaststelling van de samenstelling van het dossier van de aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning'

Le 4 juin 2014, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'déterminant la composition du dossier de demande de permis d'urbanisme'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 2 juillet 2014. La chambre était composée de Jacques JAUMOTTE, conseiller d'État, président, Martine BAGUET et Luc DETROUX, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, assesseur, et Colette GIGOT, greffier.

Le rapport a été présenté par Anne VAGMAN, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Jacques JAUMOTTE.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 2 juillet 2014.

*

Op 4 juni 2014 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering 'tot vaststelling van de samenstelling van het dossier van de aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 2 juli 2014. De kamer was samengesteld uit Jacques JAUMOTTE, staatsraad, voorzitter, Martine BAGUET en Luc DETROUX, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, assessor, en Colette GIGOT, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Anne VAGMAN, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Jacques JAUMOTTE.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 2 juli 2014.

*

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention du Gouvernement sur le fait qu'à la suite des élections du 25 mai 2014, celui-ci ne dispose plus, depuis cette date, de la plénitude de ses compétences. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien des compétences ainsi limitées, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATION PRÉALABLE

Selon la demande d'avis adressée à la section de législation du Conseil d'État :

> « Le Conseil d'État a déjà remis un avis (52.674/4) le 21 janvier 2013 sur cet avant-projet. Dans son avis, le Conseil d'État a souligné que les dispositions relatives à l'introduction des demandes de permis d'urbanisme par voie informatique nécessitaient une modification du CoBAT. Le Gouvernement n'étant pas habilité à ce moment à modifier des dispositions de nature législative telles que les articles 125 et 176 du CoBAT, ces éléments ont dès lors été retirés lors de la deuxième lecture. Le Gouvernement a approuvé cet arrêté en deuxième et dernière lecture le 12 décembre 2013.
>
> Suite à l'adoption par le Parlement de l'Ordonnance du 13 février 2014 relative à la communication par voie électronique dans le cadre des relations avec les autorités publiques de la Région de Bruxelles-Capitale, les éléments relatifs à l'introduction du permis d'urbanisme par voie électronique ont été inclus à nouveau dans l'arrêté.
>
> En effet, l'article 9 de cette Ordonnance permet au Gouvernement d'adapter des ordonnances pour des formalités qui ne peuvent être remplies qu'au moyen de documents papier.
>
> Cet avant-projet d'arrêté vise dès lors à abroger et remplacer l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 12 décembre 2013 en y incluant les modalités relatives au permis électronique ».

Ainsi qu'il est indiqué dans la demande d'avis, le projet d'arrêté soumis à l'avis de la section de législation se limite, pour l'essentiel, à reproduire les dispositions de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 12 décembre 2013 'déterminant la composition du dossier du permis d'urbanisme' [1], tout en apportant, de façon ponctuelle [2], des

[1] Dispositions en grande partie identiques à celles du projet d'arrêté devenu cet arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 12 décembre 2013, au sujet duquel l'avis 52.674/4 a été donné le 21 janvier 2013.

[2] Voir, notamment, les articles 2 et 5, 1°, du projet d'arrêté.

modifications à diverses dispositions dudit arrêté, principalement en vue de permettre l'introduction de demandes de permis d'urbanisme par voie informatique, en application de l'article 9 de l'ordonnance du 13 février 2014 'relative à la communication par voie électronique dans le cadre des relations avec les autorités publiques de la Région de Bruxelles-Capitale'. Quelques autres dispositions du projet d'arrêté tendent également à modifier, toujours de manière ponctuelle, d'autres dispositions de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 12 décembre 2013 précité.

Plutôt que de se limiter à procéder à des modifications des diverses dispositions pertinentes de cet arrêté du 12 décembre 2013, l'auteur du projet a opté pour la solution consistant à abroger cet arrêté et à le remplacer par un nouvel arrêté qui reproduit, en très grande partie, les dispositions antérieures au sujet desquelles la section de législation avait déjà donné l'avis 52.674/4 précité.

L'attention de l'auteur du projet est à cet égard attirée sur ce que cette façon de procéder constitue l'expression d'une volonté nouvelle et a pour conséquence qu'un nouveau délai de recours en annulation sera ouvert à l'encontre de l'ensemble de l'arrêté qu'il est envisagé d'adopter, et non pas des seules modifications qui seraient apportées à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 12 décembre 2013 'déterminant la composition du dossier du permis d'urbanisme' [3]. Elle risque par ailleurs d'amener à induire le justiciable en erreur quant à la portée exacte du remplacement auquel il est procédé [4].

L'auteur du projet est en conséquence invité à examiner s'il ne serait pas préférable de limiter le projet d'arrêté à de simples modifications de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 12 décembre 2013, tout en tenant compte des observations ci-après formulées.

FORMALITÉS PRÉALABLES

Il résulte de l'article 3, 2°, de l'ordonnance du 29 mars 2012 'portant intégration de la dimension de genre dans les lignes politiques de la Région de Bruxelles-Capitale' que, pour tout projet d'acte législatif ou réglementaire relevant de ses compétences, chaque ministre ou secrétaire d'État doit établir un rapport d'évaluation de l'impact du projet sur la situation respective des femmes et des hommes [5].

Selon son article 9, alinéa 1er, cette ordonnance est entrée en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge* – laquelle est intervenue le 13 avril 2012 –, à l'exception des articles 2, 3 et 5, dont l'entrée en vigueur a été fixée comme suit : « dès le premier jour du début

[3] *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 110.1, c).

[4] *Ibid.*, recommandation n° 110.2.

[5] Les travaux préparatoires de l'ordonnance du 29 mars 2012 ont expressément confirmé le caractère obligatoire de cette formalité pour tout projet d'acte législatif ou réglementaire (voir en particulier l'avis 48.988/AG donné le 31 janvier 2011 sur cet avant-projet (*Doc. parl.*, Parl. Rég. Brux.-Cap., 2010-2011, n° A-191/1, pp. 14 et 15) et le rapport de la commission (*Doc. parl.*, Parl. Rég. Brux.-Cap., 2011-2012, n° A-191/2 –, pp. 14 et 16 à 19).

de la nouvelle législature suivant celle en cours au moment de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance ».

Depuis la publication au *Moniteur belge* de l'ordonnance du 29 mars 2012, le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale a fait l'objet d'un renouvellement, qui a eu lieu le 25 mai 2014. En vertu de l'article 26, § 1er, alinéa 2, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 'relative aux institutions bruxelloises', le Parlement se réunit de plein droit après chaque renouvellement le troisième mardi suivant le jour auquel celui-ci a eu lieu. En l'espèce, il s'agit du mardi 10 juin 2014. Ce jour est celui du « début de la nouvelle législature » visé par l'article 9, alinéa 1er, de l'ordonnance du 29 mars 2012.

En conséquence, l'obligation d'établir un rapport d'évaluation de l'impact du projet sur la situation respective des femmes et des hommes s'applique à tout projet d'arrêté réglementaire adopté à partir du 10 juin 2014.

Le présent projet d'arrêté doit donc être soumis à l'accomplissement de cette formalité et le préambule doit être adapté en conséquence.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

INTITULÉ

Le projet est dépourvu d'un intitulé [6].

PRÉAMBULE

1. L'alinéa 1er sera rédigé comme suit :

« Vu le Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire, l'article 102/1, § 5, inséré par l'ordonnance du 14 mai 2009, et l'article 124, § 1er ; ».

2. L'ordonnance du 13 février 2014 'relative à la communication par voie électronique dans le cadre des relations avec les autorités publiques de la Région de Bruxelles-Capitale' doit être visée au préambule avant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale dont l'abrogation est envisagée.

L'alinéa 3 doit donc devenir l'alinéa 2 du préambule.

Par ailleurs, l'intitulé complet et exact de l'ordonnance sera mentionné.

3. Compte tenu des articles 61 et 62 du projet d'arrêté, il convient d'insérer un alinéa 3, nouveau, qui mentionne les dispositions modifiées du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire (CoBAT), à savoir les articles 125 et 126.

---

[6] *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandations nos 11 à 16.

4. L'alinéa 2 devenant l'alinéa 4 doit viser non pas l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 17 janvier 2002 'déterminant la composition du dossier de demande de permis d'urbanisme', mais l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 12 décembre 2013 'déterminant la composition du dossier de permis d'urbanisme' : l'article 60 de ce arrêté, entré en vigueur le 1er mai 2014 [7], a en effet abrogé l'arrêté du 17 janvier 2002.

5. L'alinéa 4 devenant l'alinéa 5 sera rédigé comme suit :

« Vu l'avis 56.452/4 du Conseil d'État donné le 2 juillet 2014, en application de l'article 84, § 1er, aliéna 1er, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ; ».

DISPOSITIF

Article 21

En exécution de l'article 102/1 du CoBAT, l'article 21 du projet entend régler la composition de la demande de modification d'un permis d'urbanisme délivré.

Le paragraphe 2 de la disposition à l'examen est rédigé comme suit :

> « Dans certaines circonstances liées aux caractéristiques du projet, tel qu'en cas de dépassement de seuils entraînant des mesures particulières de publicité ou une évaluation des incidences, la situation autorisée par le permis initial devra être prise en compte ».

Cette disposition manque de précision : d'une part, les « circonstances liées aux caractéristiques du projet » qui conditionnent l'obligation de « prendre en compte » la situation autorisée par le permis initial ne sont énumérées qu'à titre exemplatif ; d'autre part, la section de législation n'aperçoit pas quelle est la portée exacte de l'obligation ainsi imposée de « prendre en compte » la situation autorisée par le permis initial.

La disposition à l'examen sera revue, complétée et précisée de sorte que sa portée exacte apparaisse clairement.

Chapitre III - Section 8

Selon son intitulé, la section 8 du chapitre III de l'arrêté en projet comprend les dispositions spécifiques aux demandes de permis d'urbanisme relatives aux actes suivants : « [a]ménagement d'un espace vert soumis à permis d'urbanisme, modification du relief du sol, déboisement et/ou défrichement ».

[7] Voir l'article 62 de l'arrêté du 12 décembre 2013, publié au *Moniteur belge* le 12 mars 2014.

L'article 45 du projet est ainsi rédigé :

« Art. 45. La présente section s'applique aux demandes de permis d'urbanisme concernant les actes et travaux suivants :

1° Aménager un espace vert soumis à permis d'urbanisme ;

2° Modifier sensiblement le relief du sol ;

3° Déboiser ;

4° Défricher ou modifier la végétation de toute zone dont le Gouvernement jugerait la protection nécessaire ».

Comme la section de législation du Conseil d'État l'a déjà observé [8], l'article 98 du CoBAT énumère les actes et travaux qui, sauf dispense éventuelle, nécessitent l'obtention préalable d'un permis d'urbanisme.

Parmi ces actes figurent ceux visés à l'article 45, 2°, 3° et 4°, du projet.

Par contre, parmi ces actes, ne figure pas « l'aménagement d'espaces verts ».

Ainsi, si certes « l'aménagement d'espace verts » peut le cas échéant nécessiter l'obtention préalable d'un permis d'urbanisme, ce n'est que dans la mesure où, *in specie*, l'aménagement envisagé comporterait des actes et travaux qui sont eux-mêmes soumis à permis en vertu de l'article 98 précité.

Or, tels que son intitulé et les dispositions qui la composent sont rédigés, la section 8 du chapitre III du projet laisse à penser que « l'aménagement d'espaces verts » constitue le cas échéant, un acte ou des travaux qui, en tant que tels et dans l'absolu, nécessitent - ou pas - l'obtention préalable d'un permis d'urbanisme, *quod non*.

Afin d'éviter l'écueil ainsi pointé, il convient, soit d'énumérer expressément les actes participant à l'aménagement d'un espace vert qui sont soumis à permis, soit de viser non pas l'« aménagement d'un espace vert soumis à permis », mais « les actes et travaux qui participent à l'aménagement d'un espace vert et qui nécessitent l'obtention d'un permis d'urbanisme ».

Par ailleurs, il convient de mieux circonscrire, en la définissant avec précision, la notion d'« aménagement d'espaces verts » [9].

Chapitre III - Section 9

Cette section appelle, *mutatis mutandis*, une observation similaire à celle faite à propos de la section 8 du chapitre III du projet.

[8] Voir l'avis 52.674/4 précité.

[9] Voir en un sens similaire, l'avis 52.674/4 précité.

Article 60

Il convient de mentionner l'intitulé complet de l'arrêté dont l'abrogation est envisagée.

L'article 60 sera complété en conséquence.

Articles 61 et 62

1. L'article 61 du projet envisage de modifier l'article 125 du CoBAT, afin d'y insérer deux alinéas nouveaux rédigés comme suit :

> « La demande peut aussi être introduite par voie électronique, via le formulaire spécifique mis à disposition, sur internet, par l'autorité délivrante. Lorsque l'entièreté du dossier est introduit par voie électronique, la date de dépôt du dossier est le premier jour ouvrable qui suit le jour du dépôt lorsque celui-ci n'est pas un jour ouvrable.
>
> Lorsque le dossier est introduit par voie électronique et requiert, par ailleurs, le dépôt ou l'envoi d'exemplaires de plans sous format papier, la date de dépôt à prendre en compte est celle du dernier dépôt ou envoi, qu'il soit électronique ou papier ».

Cette disposition entend ainsi mettre en œuvre l'habilitation qui figure à l'article 9 de l'ordonnance du 13 février 2014 précitée, qui dispose comme suit :

> « Dans toutes les ordonnances, le Gouvernement peut, dans les soixante mois de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance, adapter des dispositions afin de supprimer et remplacer la nécessité qu'elles impliquent de traiter ou communiquer des informations au moyen de documents papier. Le traitement ou la communication de ces informations par la voie électronique prévues par ces nouvelles dispositions doivent offrir des garanties équivalentes et être adaptés aux circonstances.
>
> Les arrêtés pris en vertu de l'alinéa 1er sont abrogés lorsqu'ils n'ont pas été confirmés par une ordonnance dans les quinze mois qui suivent leur publication au *Moniteur belge* ».

2. Au regard notamment de cette disposition législative, l'article 61 du projet appelle les observations suivantes.

2.1. Tel que l'article 125, alinéa 3, en projet, est rédigé, il permet uniquement de déterminer la date de dépôt du dossier dans l'hypothèse où le jour du dépôt du dossier n'est pas un jour ouvrable.

Le texte en projet doit être revu de manière à régler toutes les hypothèses.

2.2. La question se pose de savoir ce qu'il faut entendre par les notions de « dépôt » et d'« envoi », dès lors que ces deux notions semblent viser tant l'envoi sous forme papier que l'envoi électronique.

La disposition à l'examen sera revue afin de lever toute ambiguïté sur les notions employées.

2.3. La mise en œuvre de l'habilitation qui figure à l'article 9 de l'ordonnance précitée du 13 février 2014, suppose que :

> « Le traitement ou la communication […] par la voie électronique […] doivent offrir des garanties équivalentes et être adaptés aux circonstances ».

Il appartient à l'auteur du projet d'être en mesure d'établir que les alinéas nouveaux en projet mettent en place un système qui répond à ces conditions. Le cas échéant, le texte en projet sera revu et complété afin de s'assurer que tel soit le cas.

3. Les mêmes observations valent *mutatis mutandis* pour l'article 62 du projet.

ANNEXES

1. Les annexes seront numérotées en chiffres arabes [10].

2. L'auteur du projet veillera à distinguer l'en-tête (« Annexe x ») de l'intitulé dans la typographie [11].

3. Chacune des annexes doit également porter, *in fine*, la mention « Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du (…) déterminant la composition du dossier des demandes de permis d'urbanisme » [12] et être revêtue de la même signature que l'arrêté.

[10] *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 172, b).

[11] *Ibid.*, recommandation n° 172, a).

[12] *Ibid.*, recommandation n° 172 et formule F 4-8-2.

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht van de Regering op het feit dat de verkiezingen van 25 mei 2014 tot gevolg hebben dat de Regering, sedert die datum, niet meer over de volheid van haar bevoegdheid beschikt. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de Regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE OPMERKING

In de aan de afdeling Wetgeving van de Raad van State gerichte adviesaanvraag wordt het volgende gesteld:

> "Le Conseil d'État a déjà remis un avis (52.674/4) le 21 janvier 2013 sur cet avant-projet. Dans son avis, le Conseil d'État a souligné que les dispositions relatives à l'introduction des demandes de permis d'urbanisme par voie informatique nécessitaient une modification du CoBAT. Le Gouvernement n'étant pas habilité à ce moment à modifier des dispositions de nature législative telles que les articles 125 et 176 du CoBAT, ces éléments ont dès lors été retirés lors de la deuxième lecture. Le Gouvernement a approuvé cet arrêté en deuxième et dernière lecture le 12 décembre 2013.
>
> Suite à l'adoption par le Parlement de l'Ordonnance du 13 février 2014 relative à la communication par voie électronique dans le cadre des relations avec les autorités publiques de la Région de Bruxelles-Capitale, les éléments relatifs à l'introduction du permis d'urbanisme par voie électronique ont été inclus à nouveau dans l'arrêté.
>
> En effet, l'article 9 de cette Ordonnance permet au Gouvernement d'adapter des ordonnances pour des formalités qui ne peuvent être remplies qu'au moyen de documents papier.
>
> Cet avant-projet d'arrêté vise dès lors à abroger et remplacer l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 12 décembre 2013 en y incluant les modalités relatives au permis électronique".

Zoals aangegeven in de adviesaanvraag is het ontwerpbesluit dat voor advies aan de afdeling Wetgeving is voorgelegd, in hoofdzaak een loutere weergave van de bepalingen van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 12 december 2013 'tot vaststelling van

de samenstelling van het dossier van de aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning'[1] en brengt het, op welbepaalde punten[2], wijzigingen aan in verscheidene bepalingen van het besluit in kwestie, voornamelijk opdat aanvragen voor een stedenbouwkundige vergunning zouden kunnen worden ingediend via elektronische weg, met toepassing van artikel 9 van de ordonnantie van 13 februari 2014 'betreffende communicatie via elektronische weg in het kader van de betrekkingen met de overheden van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest'. Enkele andere bepalingen van het ontwerpbesluit strekken eveneens tot wijziging, andermaal op welbepaalde punten, van andere bepalingen van het voornoemde besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 12 december 2013.

De steller heeft, in plaats van zich te beperken tot het aanbrengen van wijzigingen in de verscheidene pertinente bepalingen van dat besluit van 12 december 2013, gekozen voor de oplossing die erin bestaat dat besluit op te heffen en te vervangen door een nieuw besluit dat grotendeels de vorige bepalingen overneemt, waarover de afdeling Wetgeving van de Raad van State al het voornoemde advies 52.674/4 had gegeven.

Wat dat betreft, wordt de aandacht van de steller van het ontwerp gevestigd op het feit dat die werkwijze een nieuwe wilsuiting is en tot gevolg heeft dat een nieuwe termijn wordt geopend om een beroep tot nietigverklaring in te stellen tegen het aan te nemen besluit in zijn geheel, en niet enkel tegen de wijzigingen die zouden worden aangebracht in het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 12 december 2013 'tot vaststelling van de samenstelling van het dossier van de aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning'.[3] Voorts kan die werkwijze bij de rechtzoekenden verwarring doen ontstaan omtrent de exacte strekking van de vervanging die wordt doorgevoerd.[4]

De steller van het ontwerp dient bijgevolg te onderzoeken of het niet verkieselijk zou zijn het ontwerpbesluit te beperken tot loutere wijzigingen van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 12 december 2013, daarbij rekening houdend met de hierna geformuleerde opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

Uit artikel 3, 2°, van de ordonnantie van 29 maart 2012 'houdende de integratie van de genderdimensie in de beleidslijnen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest' volgt dat elke minister of staatssecretaris voor elk wetgevend of reglementair ontwerp dat onder zijn

[1] Die bepalingen zijn grotendeels identiek aan die van het ontwerpbesluit dat geleid heeft tot dat besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 12 december 2013, waarover op 21 januari 2013 advies 52.674/4 is verstrekt.

[2] Zie inzonderheid de artikelen 2 en 5, 1°, van het ontwerpbesluit.

[3] *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling 110.1, c).

[4] *Ibid.*, aanbeveling 110.2.

bevoegdheden valt een evaluatieverslag dient op te stellen van de impact ervan op de respectieve situatie van vrouwen en mannen.[5]

Luidens artikel 9, eerste lid, van die ordonnantie is zij in werking getreden op de dag van de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad* – die heeft plaatsgehad op 13 april 2012 –, met uitzondering van de artikelen 2, 3 en 5, waarvan de inwerkingtreding als volgt is vastgesteld: "vanaf de eerste dag van de nieuwe legislatuur die volgt op de legislatuur die loopt op het moment van de inwerkingtreding van deze ordonnantie".

Sinds de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van de ordonnantie van 29 maart 2012 heeft het Parlement van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest een vernieuwing ondergaan, te weten op 25 mei 2014. Krachtens artikel 26, § 1, tweede lid, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 'met betrekking tot de Brusselse instellingen', komt het Parlement na iedere vernieuwing van rechtswege bijeen op de derde dinsdag na de dag waarop de vernieuwing plaatsvond. *In casu* gaat het om dinsdag 10 juni 2014. Die dag is die "van de nieuwe legislatuur" zoals bedoeld in artikel 9, eerste lid, van de ordonnantie van 29 maart 2012.

Bijgevolg is de verplichting om een evaluatieverslag op te stellen van de impact van het ontwerp op de respectieve situatie van vrouwen en mannen van toepassing op elk vanaf 10 juni 2014 aangenomen ontwerp van reglementair besluit.

Wat het voorliggende ontwerp betreft, dient dat vormvereiste dus naar behoren te worden vervuld en dient de aanhef dienovereenkomstig te worden aangepast.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

OPSCHRIFT

Het ontwerp heeft geen opschrift.[6]

AANHEF

1. Het eerste lid dient te worden gesteld als volgt:

"Gelet op het Brussels Wetboek voor Ruimtelijke Ordening, artikel 102/1, § 5, ingevoegd bij de ordonnantie van 14 mei 2009, en artikel 124, § 1;".

2. In de aanhef dient te worden verwezen naar de ordonnantie van 13 februari 2014 'betreffende communicatie via elektronische weg in het kader van de betrekkingen met de

[5] Tijdens de parlementaire voorbereiding van de ordonnantie van 29 mars 2012 is uitdrukkelijk bevestigd dat dat vormvereiste verplicht is voor elk wetgevend of reglementair ontwerp (zie in het bijzonder het op 31 januari 2011 over dat voorontwerp verstrekte advies 48.988/AV (*Parl.St.* Br.Parl. 2010-2011, nr. A-191/1, 14 en 15) en het verslag van de commissie (*Parl.St.* Br.Parl. 2011-2012, nr. A-191/2 –, 14 en 16 tot 19).

[6] *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbevelingen 11 tot 16.

overheden van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest' vóór het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering waarvan de opheffing wordt beoogd.

Het derde lid moet dus het tweede lid van de aanhef worden.

Voorts moet het volledige en exacte opschrift van de ordonnantie worden vermeld.

3. Gelet op de artikelen 61 en 62 van het ontwerpbesluit dient een nieuw derde lid te worden ingevoegd waarin de bepalingen van het Brussels Wetboek voor Ruimtelijke Ordening (BWRO) worden vermeld die worden gewijzigd, te weten de artikelen 125 en 126.

4. Het tweede lid, dat het vierde lid wordt, dient niet te verwijzen naar het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 17 januari 2002 'tot vaststelling van de samenstelling van het dossier van de aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning', maar wel naar het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 12 december 2013 'tot vaststelling van de samenstelling van het dossier van de aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning': bij artikel 60 van dat besluit, dat in werking is getreden op 1 mei 2014,[7] is het besluit van 17 januari 2002 immers opgeheven.

5. Het vierde lid, dat het vijfde lid wordt, dient te worden gesteld als volgt:

"Gelet op advies 56.452/4 van de Raad van State, gegeven op 2 juli 2014, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;".

DISPOSITIEF

Artikel 21

Artikel 21 van het ontwerp strekt ertoe ter uitvoering van artikel 102/1 van het BWRO te bepalen hoe de aanvraag tot wijziging van een afgegeven stedenbouwkundige vergunning samengesteld moet zijn.

Paragraaf 2 van de voorliggende bepaling luidt als volgt:

> "In bepaalde omstandigheden die verband houden met de bijzonderheden van het project, zoals in het geval van overschrijding van drempels die speciale regelen van openbaarmaking tot gevolg hebben of een effectenbeoordeling, zal de toestand vergund in de oorspronkelijke vergunning in aanmerking dienen te worden genomen".

Die bepaling is onvoldoende duidelijk: enerzijds wordt slechts een voorbeeldsgewijze opsomming gegeven van de "omstandigheden die verband houden met de bijzonderheden van het project", waarvan de verplichting afhangt om de toestand vergund in de oorspronkelijke vergunning "in aanmerking" te nemen; anderzijds begrijpt de afdeling Wetgeving

[7] Zie artikel 62 van het besluit van 12 december 2013, dat is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* op 12 maart 2014.

niet waaruit precies de aldus opgelegde verplichting bestaat om de toestand vergund in de oorspronkelijke vergunning "in aanmerking" te nemen.

De voorliggende bepaling moet worden herzien, aangevuld en verduidelijkt zodat de strekking ervan duidelijk naar voren komt.

Hoofdstuk III – Afdeling 8

Naar luid van het opschrift van afdeling 8 van hoofdstuk III van het ontworpen besluit, omvat die afdeling de bijzondere bepalingen inzake de aanvragen tot stedenbouwkundige vergunning met betrekking tot de volgende handelingen: "[i]nrichting van een groene ruimte onderworpen aan een stedenbouwkundige vergunning, wijziging van het bodemreliëf, ontbossing en/of ontginning".

Artikel 45 van het ontwerp luidt als volgt:

"Art. 45. Deze afdeling is van toepassing op de aanvragen tot stedenbouwkundige vergunning met betrekking tot de volgende handelingen en werken:

1° Een aan een stedenbouwkundige vergunning onderworpen groene ruimte inrichten;

2° Het reliëf van de bodem aanzienlijk wijzigen;

3° Ontbossen;

4° Ontginnen of de vegetatie wijzigen van elk gebied waarvan de bescherming door de Regering nodig wordt geacht".

Zoals de afdeling Wetgeving van de Raad van State reeds heeft opgemerkt,[8] worden in artikel 98 van het BWRO de handelingen en werken opgesomd waarvoor een voorafgaande stedenbouwkundige vergunning vereist is, behalve wanneer er in een vrijstelling is voorzien.

Onder die handelingen vallen ook de handelingen bedoeld in artikel 45, 2°, 3° en 4°, van het ontwerp.

"De inrichting van groene ruimten" valt daarentegen niet onder die handelingen.

Hoewel aldus voor "de inrichting van groene ruimten" in voorkomend geval weliswaar een voorafgaande stedenbouwkundige vergunning vereist kan zijn, is dit enkel zo in zoverre, *in specie*, voor de beoogde inrichting handelingen en werken noodzakelijk zijn die zelf vergunningsplichtig zijn krachtens het voornoemde artikel 98.

Zoals het opschrift en de bepalingen van afdeling 8 van hoofdstuk III van het ontwerp gesteld zijn, kan evenwel de indruk ontstaan dat "de inrichting van groene ruimten" in voorkomend geval een handeling of werk uitmaakt waarvoor als zodanig en in theorie al dan niet een voorafgaande stedenbouwkundige vergunning vereist is, *quod non*.

[8] Zie het voornoemde advies 52.674/4.

Teneinde het hier aangegeven probleem uit de weg te gaan, moet uitdrukkelijk melding gemaakt worden van de handelingen die deel uitmaken van het inrichten van een groene ruimte en waarvoor een vergunning vereist is, ofwel moeten, in plaats van de "inrichting van een groene ruimte onderworpen aan een stedenbouwkundige vergunning", "de handelingen en werken die deel uitmaken van de inrichting van een groene ruimte en waarvoor een stedenbouwkundige vergunning vereist is" worden vermeld.

Voorts moet het begrip "inrichting van groene ruimten" beter en nauwkeurig worden omschreven.[9]

Hoofdstuk III – Afdeling 9

Deze afdeling geeft *mutatis mutandis* aanleiding tot een soortgelijke opmerking als die welke over afdeling 8 van hoofdstuk III van het ontwerp is gemaakt.

Artikel 60

Het besluit waarvan de opheffing wordt beoogd, moet met zijn volledige opschrift worden vermeld.

Artikel 60 moet dienovereenkomstig worden aangevuld.

Artikelen 61 en 62

1. Artikel 61 van het ontwerp strekt tot wijziging van artikel 125 van het BWRO, teneinde er twee nieuwe leden in te voegen die luiden als volgt:

> "De aanvraag kan ook via elektronische weg ingediend worden, via het specifieke formulier dat, op het internet door de vergunnende overheid ter beschikking wordt gesteld. Wanneer het dossier volledig elektronisch wordt ingediend, is de datum van neerlegging van het dossier de eerste werkdag die volgt op de neerlegging indien dit niet op een werkdag valt.
>
> Wanneer het dossier via elektronische weg wordt ingediend en bovendien de indiening of de verzending vereist van exemplaren van plannen in papieren versie, wordt als datum van neerlegging de laatste datum van indiening of verzending, en dit zowel in elektronische als in papieren versie, in aanmerking genomen".

Die bepaling strekt er aldus toe uitvoering te geven aan de machtiging vervat in artikel 9 van de voornoemde ordonnantie van 13 februari 2014, die luidt als volgt:

> "De Regering kan, binnen de zestig maanden vanaf de inwerkingtreding van deze ordonnantie, in alle ordonnanties bepalingen aanpassen om de erin vervatte noodzaak om informatie te verwerken of mee te delen door middel van papieren documenten af te schaffen. De mogelijkheid om deze informatie te verwerken of mee te delen door middel

[9] Zie in soortgelijke zin het voornoemde advies 52.674/4.

van elektronische gegevensverwerking moet aan de omstandigheden aangepaste, gelijkaardige waarborgen bieden.

De in toepassing van het eerste lid genomen besluiten worden opgeheven indien ze niet bij ordonnantie zijn bevestigd binnen de vijftien maanden na hun publicatie in het *Belgisch Staatsblad*".

2. Artikel 61 van het ontwerp geeft met name ten aanzien van die wettelijke bepaling aanleiding tot de volgende opmerkingen.

2.1. Zoals het ontworpen artikel 125, derde lid, is geredigeerd, kan de datum waarop het dossier wordt ingediend, alleen worden vastgesteld in het geval waarin het dossier niet op een werkdag wordt ingediend.

De ontworpen tekst moet worden herzien teneinde alle gevallen in aanmerking te nemen.

2.2. De vraag rijst wat onder de begrippen "neerlegging", "indiening" en "verzending" moet worden verstaan, daar ze zowel op de verzending van papieren stukken als op de elektronische verzending betrekking lijken te hebben.

De voorliggende bepaling moet worden herzien teneinde elke onduidelijkheid betreffende de gebezigde begrippen weg te nemen.

2.3. De tenuitvoerlegging van de machtiging vervat in artikel 9 van de voornoemde ordonnantie van 13 februari 2014 veronderstelt dat

"[d]e mogelijkheid om […] informatie te verwerken of mee te delen door middel van elektronische gegevensverwerking […] aan de omstandigheden aangepaste, gelijkaardige waarborgen [moet] bieden".

De steller van het ontwerp moet kunnen aantonen dat de nieuwe ontworpen leden een regeling opzetten die aan die voorwaarden beantwoordt. Indien nodig moet de ontworpen tekst worden herzien en aangevuld opdat kan worden nagegaan of zulks het geval is.

3. Dezelfde opmerkingen gelden *mutatis mutandis* voor artikel 62 van het ontwerp.

BIJLAGEN

1. Bijlagen moeten met Arabische cijfers worden genummerd.[10]

2. De steller van het ontwerp moet erop toezien dat de hoofding ("Bijlage x") typografisch onderscheiden wordt van het opschrift.[11]

---

[10] *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling 172, b).

[11] *Ibid*., aanbeveling 172, a).

3. Aan het eind van elke bijlage moet de volgende vermelding staan: "Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van (…) tot vaststelling van de samenstelling van het dossier voor de aanvragen van stedenbouwkundige vergunningen"[12]. Elke bijlage moet ook dezelfde ondertekening dragen als het besluit.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

Colette GIGOT

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Jacques JAUMOTTE

[12] *Ibid*., aanbeveling 172 en formule F 4-8-2.